



Documents de travail sur les votations du 15 mai 2022

## Développement de l'acquis « Schengen » (« Référendum Frontex »)

### État de situation initial

Depuis 2016, l'UE renforce le corps de garde-frontières et de garde-côtes Frontex en le dotant de davantage de personnel et d'équipements techniques, afin que cette agence puisse mieux assumer ses tâches dans le domaine de la gestion des frontières et des retours de migrants. La Suisse doit également participer à cette extension, car il s'agit d'un développement de l'acquis « Schengen ». La contribution financière de la Suisse passe de 14 millions de francs par an à 61 millions de francs par an jusqu'en 2027. En outre, la Suisse doit également mettre plus de personnel à la disposition de Frontex. Les opérations de Frontex sont soumises à une procédure d'autorisation similaire à celle des interventions militaires à l'étranger.

### Contexte

Frontex est l'agence de protection des frontières de l'Union européenne. Elle a été créée en 2005. Cette agence a pour mission de mettre à disposition des agents des services répressifs des États membres et des pays associés de l'Espace Schengen, ainsi que des navires, des avions et des équipements de surveillance des frontières, dans les zones des frontières extérieures de l'UE où une présence supplémentaire est nécessaire. Le développement de l'acquis « Schengen » se concentre sur les points suivants :

- 1) Une réserve permanente de personnel pouvant aller jusqu'à 10'000 gardes-frontières et gardes-côtes doit être mise en place.
- 2) Dans le domaine du retour des migrants, le soutien technique et opérationnel de Frontex doit être renforcé pour l'identification des ressortissants de pays tiers et l'obtention de documents de voyage. Frontex doit également apporter son soutien aux retours volontaires.
- 3) La coopération avec les pays tiers doit être améliorée afin de pouvoir mettre en œuvre les mesures proposées contre la migration irrégulière.
- 4) La protection des droits fondamentaux doit être développée. En tant que membre de l'Espace Schengen, la Suisse soutient Frontex financièrement et en personnel depuis 2009. La clé de financement qui s'applique à l'ensemble du développement de l'acquis « Schengen » est déterminante pour la contribution suisse. Depuis 2019, le taux de contribution de la Suisse est de 4,5 %.

### Recommandations

Le Conseil national (136:56) et le Conseil des États (30:14) se sont prononcés en faveur de la loi. Certains membres du Centre, du PS et des Verts se sont abstenus. Des membres de l'UDC se sont opposés à la modification de la loi. Le référendum est soutenu par de nombreuses organisations différentes actives dans le domaine des droits de l'homme, de la migration et du travail avec les réfugiés (par ex. Solinetz, Migrant Solidarity Network, Ligue suisse des droits de l'Homme, etc.).

## Arguments

<b>Pour</b> <a href="#">Message du Conseil fédéral</a>	<b>Contre</b> <a href="#">Référendum contre Frontex</a>
<ul style="list-style-type: none"><li>• <b>Le dispositif de Schengen n'est pas une politique d'asile, mais une question de sécurité.</b> Le dispositif de Schengen s'occupe de la sécurité des frontières. Frontex est une organisation qui apporte aussi son soutien au domaine de l'asile, en ce sens qu'elle vérifie les papiers, fournit des papiers légaux et permet les rapatriements.</li><li>• <b>Frontex fait partie intégrante de la coopération dans l'Espace Schengen.</b> Les questions opérationnelles sont au premier plan de son développement. Frontex assiste les États membres de l'UE et les États associés comme la Suisse dans la gestion des frontières extérieures de l'UE et dans la lutte contre la criminalité transfrontalière.</li><li>• <b>Pour participer aux décisions, nous devons participer au dispositif.</b> La Suisse n'est pas en mesure de résoudre seule l'ensemble de la problématique de la politique migratoire de l'Union européenne.</li><li>• <b>Une solidarité financière</b> La protection des frontières européennes contre la contrebande, la traite des êtres humains, la criminalité, etc. est une nécessité. C'est pourquoi il est juste que les États européens et la Suisse participent à la protection de la frontière extérieure de l'Europe dans les pays frontaliers de l'Espace Schengen. Cela est d'autant plus vrai que les possibilités financières de ces pays frontaliers sont nettement plus limitées que les nôtres.</li><li>• <b>L'accord Schengen-Dublin serait en danger.</b> Le refus éventuel du développement de l'acquis « Schengen » entraînerait, dans</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• <b>Frontex participe directement et indirectement à de graves violations des droits de l'homme.</b> Cela est confirmé par d'innombrables rapports. Une enquête du Parlement européen montre que Frontex tolère sciemment des violations des droits fondamentaux : Frontex ne parvient pas à assumer sa responsabilité de protéger les droits fondamentaux aux frontières extérieures de l'Europe. Il y a donc un besoin urgent de révision.</li><li>• <b>Un « mur » est en train d'être érigé aux frontières extérieures de l'Espace Schengen.</b> Les personnes qui sont réellement en fuite ne pourront plus entrer en Europe.</li><li>• <b>Frontex est confrontée à de nombreux problèmes.</b> Les demandes d'asile ne sont pas traitées correctement et les réfugiés sont renvoyés illégalement (push-backs). Frontex a « professionnalisé » le fait de détourner le regard.</li><li>• <b>Aucune obligation de rendre des comptes</b> L'agence de protection des frontières Frontex dispose d'une multitude de mécanismes de contrôle qui devraient normalement garantir le respect des droits fondamentaux. Dans la réalité, ils ne sont pas soumis à une obligation de rendre des comptes et n'exercent pas un contrôle efficace du travail aux frontières.</li><li>• <b>Frontex coopère avec les gardes-côtes libyens.</b> Ces derniers interceptent les bateaux de migrants et les ramènent de force en Libye, où les migrants sont détenus dans des conditions inadmissibles de violence.</li></ul>

le pire des cas, la fin des accords de coopération de Schengen dans leur ensemble, et par conséquent aussi ceux de Dublin.

- **De l'argent pour la surveillance plutôt que pour le sauvetage en Méditerranée**

Cette surveillance maritime soutiendrait activement l'extension de la surveillance aérienne en Méditerranée, tandis que, dans le même temps, les missions officielles de sauvetage seraient de plus en plus réduites.